

UGECAM Ile-de-France

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

Prestation de service de transport sanitaire de patients et médico-social de personnes prises en charge par l'UGECAM ILE-DE-FRANCE

**Cahier des clauses administratives particulières
(CCAP COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS)**





Consultation n°

2024-UG07-02

SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS.....	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
2.1.	Description des prestations	3
2.2.	Parties contractantes	3
2.3.	Pièces contractuelles.....	4
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
5.	CONDITIONS PARTICULIERES	8
5.1.	Clause de réexamen.....	8
5.2.	Prestations similaires.....	8
5.3.	Marché de substitution.....	8
6.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
6.1.	Prix du contrat.....	8
6.2.	Conditions de paiement.....	9
7.	PENALITES ET LITIGES	11
7.1.	Pénalités	11
7.2.	LITIGES	12
8.	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	12
8.1.	Lieu d'exécution.....	12
8.2.	Conditions d'exécution des prestations	12
8.3.	Clauses techniques	12
9.	Constatation de l'exécution et garantie	13
9.1.	Vérifications	13
9.2.	Admission	13
9.3.	Garantie	13
10.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
10.1.	Protection de la main d'œuvre.....	13
10.2.	Réparation des dommages	13
10.3.	Assurances	13
10.3.1.	Obligations relatives à la sous-traitance.....	14
10.4.	Communications réglementaires	14
10.5.	Confidentialité et sécurité	14
10.5.1.	Obligation de confidentialité.....	14
10.5.2.	Règles Générales de Protection des Données	15
11.	Résiliation du contrat	17
11.1.	Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	17
11.2.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
11.3.	Résiliation pour cause de vente	17
12.	DEROGATIONS AU CCAG.....	18

1.DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 3° - Services sociaux - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2.OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

- Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Prestation de service de transport sanitaire de patients et médico-social pour les personnes prises en charge par l'UGECAM ILE-DE-FRANCE

- Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **77, 78, 92, 93, 94**.

2.2. Parties contractantes

Pour chaque lot, les parties contractantes sont :

- ✓ D'une part le(s) entreprise(s) titulaires du marché selon le lot, désignées par l'expression « le(s) titulaire(s) »
- ✓ D'autre part l'acheteur **UGECAM Ile-de-France**, représenté par UGECAM Ile-de-France et au profit des établissements sanitaires et médico-sociaux de l'UGECAM ILE DE FRANCE dont voici la liste :

- Pour le périmètre médico-social

Établissements	FINESS	Adresse
MAS Phoenix	920038189	41 rue Klock 92110 Clichy
IME Solfège	920015799	55 rue Denfert Rochereau 92100 Boulogne-Billancourt

ITEP Le Coteau Vitry	940812803	21 rue Verte 94400 Vitry-sur-Seine
ITEP Le Coteau Joinville-le-Pont	940007529	19 avenue Jean Jaurès 94340 Joinville-le-Pont
ITEP 77-Mosaïques Saint-Thibault-des-Vignes	770018224	1bis rue Louis de Broglie 77400 Saint-Thibault-des-Vignes
ITEP 77-Mosaïques Bois-le-Roi	770530012	Château de Brolles 34 avenue Alfred Roll 77590 Bois-le-Roi
ITEP77-Mosaïques - SESSAD Noisiel*	770009959	4 allée Jean Paul Sartre 77186 Noisiel
ITEP77-Mosaïques - SESSAD Coulommiers	770018257	6 rue de la confiserie 77120 Coulommiers
ITEP77-Mosaïques - SESSAD Melun**	770018281	19 avenue de la libération 77000 Melun

* Courant 2024 ou 2025, l'adresse du SESSAD Noisiel sera au 1bis rue Louis de Broglie 77400 Saint-Thibault-des-Vignes

**Courant 2024 l'adresse du SESSAD Melun sera au Château de Brolles 34 avenue Alfred Roll 77590 Bois-le-Roi

A noter que courant 2024, pour les 3 SESSAD, les transports diminueront progressivement jusqu'à ne plus avoir lieu (trajets internes essentiellement)

■ Pour le périmètre sanitaire :

Établissements	FINESS Géographique	Adresse
Hôpital Pédiatrique de Réadaptation Alice Blum-Ribes (HPRA)	930021431	4 Place du General de Gaulle 93100 Montreuil
Centre de Réadaptation de Coubert (CRF Coubert)	770700011	Route de Liverdy 77170 Coubert
ESSR le Prieuré	770420024	4 Rue Bezout 77210 Avon
SSR le CERRSY	780420022	72 Rue de l'Etang de la Tour 78120 Rambouillet

2.3. Pièces contractuelles

Pour chaque lot, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

- l'offre technique du titulaire
- les avenants

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

- Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

- Décomposition de la prestation :

Les prestations du contrat font l'objet d'un allotissement :

- Périmètre médico-social

L ot	Établissement	Type de prise en charge
1	MAS Phoenix	Transport PMR de résidents et patients
2	IME Solfège	Transport des internes et enfants semi-internes
3	ITEP 94 Vitry-sur-Seine ITEP 94 Joinville-le-Pont	Transport des internes et enfants semi-internes
4	ITEP 77-Mosaïques Saint-Thibault-des-Vignes SESSAD Coulommiers SESSAD Noisiel	Transport des internes et enfants semi-internes
5	ITEP 77-Mosaïques Bois-le-Roi SESSAD Melun	Transport des internes et enfants semi-internes

- Périmètre sanitaire décomposé en cinq lots :

Lot	Établissement	Type de prise en charge
1	HPRA	Prestation de transport sanitaire couché en ambulance
2		Prestation de transport sanitaire assis professionnalisé
3		Prestation de transport sanitaire de personnes à mobilité réduite
4	CRF Coubert	Prestation de transport sanitaire couché en ambulance
5		Prestation de transport sanitaire assis professionnalisé
6		Prestation de transport sanitaire de personnes à mobilité réduite

7		Prestation de transport sanitaire en ambulance bariatrique
8	ESSR Prieuré	Prestation de transport sanitaire couché en ambulance
9		Prestation de transport sanitaire assis professionnalisé
10	SSR CERRSY	Prestation de transport sanitaire couché en ambulance
11		Prestation de transport sanitaire assis professionnalisé
12	Lot régional Île-de-France	Prestation de transport sanitaire en ambulance paramédicalisée

Selon le périmètre et le(s) lots de candidature du titulaire, les conditions du présent cahier des clauses administratives particulières s'appliquent et sont associés aux conditions décrites dans le cahier des clauses techniques particulières correspondantes.

■ Forme des marchés

Les marchés, issus de chaque lot, sont des accord-cadre multi attributaires par lot, sans minimum mais avec un maximum de commandes en application des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Chaque attributaire possède une clé d'attribution qui détermine la part de commande qu'il recevra en premier, les attributaires sont alors sollicités selon un Tour de Rôle.

Le schéma définitif de répartition des commandes retenu sera notifié dans le cadre de la mise au point du marché avant signature. Chaque titulaire sera tenu de respecter son engagement selon la clé d'attribution défini et le rang de classement.

■ Bons de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur et transmis au titulaire.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations réalisées suivant le détail des tournées,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le Directeur de l'établissement ou son représentant habilité. Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Les bons de commande font ensuite l'objet d'une commande sur l'outil d'intermédiation correspondant afin de saisir le transporteur et obtenir une réponse sur le service de transport attendu.

Les éléments facturés mais non réalisés, ou réalisés mais ne correspondant pas à la commande ou à la qualité prévue au marché ne seront pas rémunérés par le pouvoir adjudicateur, ou rémunérés avec réfaction.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard 6 mois après la date de fin du marché.

■ Modalités de commande

A l'exception des demandes urgentes, les commandes sont passées par le biais d'un logiciel d'intermédiation entre les établissements et les transporteurs ou par téléphone et confirmée par un bon de commande pour les circuits de la semaine suivante :

Il est précisé :

- Le lieu et l'heure du ramassage et de dépose
- L'état de l'usager si celui nécessite l'application de précautions particulières

En cas d'impossibilité d'assurer un ou plusieurs des transports commandés (urgent ou non), le titulaire se doit d'en informer immédiatement l'établissement.

Dans ce contexte, l'établissement pourra solliciter un autre fournisseur retenu dans le schéma de la multi attribution et afin de pourvoir à son besoin.

L'établissement se réserve alors le droit de répercuter au titulaire les surcoûts. Si ce manquement se renouvelle une pénalité forfaitaire, définie dans le présent CCAP, pourra être appliquée.

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas pris le soin préalable d'informer l'établissement de son impossibilité de réaliser un ou plusieurs transports, l'établissement se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire définie dans le présent CCAP.

Dans le cas de l'annulation d'un transport par l'établissement :

- Si l'annulation a été communiquée (par tout moyen : courriel, téléphone) suffisamment tôt (le transport n'a pas été déclenché), rien n'est facturé.
- Si l'annulation, communiquée trop tardivement (le transport est déclenché), le titulaire facture le forfait déplacement inutile proposé dans son offre.

4.DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Pour chaque lot, l'accord-cadre est conclu pour une période de 48 mois, selon la date de début d'exécution suivante :

Périmètre	Etablissement concerné	date de début d'exécution
médico-social	MAS Phoenix IME Solfège ITEP 94 Vitry-sur-Seine ITEP 94 Joinville-le-Pont ITEP 77-Mosaïques Saint-Thibault-des-Vignes SESSAD Coulommiers SESSAD Noisiel ITEP 77-Mosaïques Bois-le-Roi SESSAD Melun	1/07/2024
sanitaire	HPRA CRF Coubert ESSR le Prieuré SSR le CERRSY Lot régional Île-de-France	01/09/2024

Pour chaque lot, la durée totale de l'accord cadre ne peut excéder quatre (4) ans.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le délai et les modalités d'exécution des bons de commande sont déterminés dans le CCAP et dans chacun des bons de commande.

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

5.CONDITIONS PARTICULIERES

5.1. Clause de réexamen

En application des dispositions de l'article R. 2194-1, le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial. Un avenant sera passé pour formaliser ce changement de titulaire.

En cas de restructurations purement internes, rachat, fusions et acquisitions, un avenant de transfert sera établi.

En cas de groupement d'entreprise, si l'un des membres est défaillant, un avenant de transfert pourra être établi pour transférer le marché vers un autre membre du groupement.

En cas de nouveau besoin (besoin d'un nouvel établissement ou d'un établissement actuellement bénéficiaire), le titulaire du marché correspond intègre ce nouveau besoin dans l'exécution du marché selon les conditions négociées avec l'établissement.

5.2. Prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui sont confiées au titulaire dans le présent marché.

5.3. Marché de substitution

Pour pallier la défaillance du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations qui ne peuvent souffrir d'aucun retard.

En raison de l'urgence impérieuse qui s'attache à la réalisation des prestations, un marché de substitution peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des articles R.2122-1 et R.2322-4 du code de la commande publique.

Cette exécution par un tiers ne sera pas effectuée aux frais et risques du titulaire, et ne donnera lieu à aucune indemnisation du titulaire.

6.PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Pour chaque lot, les prix du contrat sont unitaires et **fermes (forfait déplacement et tarif kilométrique)**.

Le titulaire s'engage sur un taux de remise appliqué au forfait déplacement, au tarif kilométrique et forfait déplacement inutile).

Pour chaque lot, l'ensemble des prix est indiqué au bordereau de prix unitaire, annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières.

■ Variation des prix :

Pour chaque lot, les prix sont fermes pour toute la durée du contrat. Les remises consenties et indiqués au bordereau de prix unitaires sont réputées fermes et définitives pour la durée de l'accord cadre et constituent les remises minimums du marché.

6.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

■ Régime des paiements :

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R.2191-26 du Code de la commande publique.

■ TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

■ Présentation des factures

Dans le cadre de la modernisation de la commande publique, et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, L'UGECAM IDF s'engage dans la réception dématérialisée des factures de ses fournisseurs.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

En application de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - Le numéro SIRET de l'UGECAM IDF : 423 868 835 00251;
 - Le nom ou le numéro du service (code gestion de l'établissement bénéficiaire);
 - Le numéro SIRET, SIREN, RCS ou RM de la société ;
 - Le nom et l'adresse précise de la société.
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- Le numéro de l'engagement ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date d'exécution du service ;
- La quantité et la dénomination précises des services réalisés ;

- Le prix unitaire hors taxes du service réalisé ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Les coordonnées bancaires ;

Le dépôt de la facture s'effectue sur le portail public de facturation Chorus Pro. Le choix du mode d'accès est libre :

- Mode Portail : dépôt (PDF signé ou non signé, PDF mixte, XML) ou saisie ;
- Mode Échange de Données Informatisé (EDI) : transmission de flux au format structuré ou mixte ;
- Mode Service : mise à disposition des services de la solution Chorus Pro sous forme d'API (*Application Programming Interface*, ou interface de programmation applicative).

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'UGECAM IDF en tant que destinataire de la facture : 423 868 835 00251
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : code de gestion de l'établissement bénéficiaire et fourni par l'établissement lors de la notification du marché
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE. A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché/accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

Ces modalités de transmission sont opposables au sous-traitant qui bénéficie d'un paiement direct et aux cotraitants.

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le **vecteur exclusif** de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'UGECAM Ile-de-France informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'UGECAM Ile-de-France informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

■ Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire du marché.

Le délai de paiement sera systématiquement suspendu en cas d'erreur dans la facturation ne pouvant être corrigée par le pouvoir adjudicateur. Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction, elles seront accompagnées d'une lettre expliquant les raisons de refus de payer (absence de service fait, absence de pièces justificatives probantes). Le titulaire devra obligatoirement retourner au pouvoir adjudicateur, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

■ Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;

- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

■ Périodicité des paiements

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement (facture) mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

7. PENALITES ET LITIGES

7.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur	Montant hors taxes
Pénalités pour absence de réalisation d'une course	commande d'une course et absence de réalisation par le titulaire	200 euros hors taxes
Pénalités pour retard ou pour discontinuité de service	commande d'une course et retard de plus de 15 minutes	¼ du montant hors taxe de la course
Pénalités pour retard ou pour discontinuité de service	commande d'une course et retard de plus de 30 minutes à l'arrivée du transport au point de prise en charge	100 % du montant hors taxe de la course
Pénalité sur la qualité de la prestation	Comportement des équipages de nature à perturber les conditions d'exécution des prestations Manquement au confort, aux règles de bonnes conduites	250 euros
Impossibilité répétée d'assurer un ou plusieurs transports commandés (urgent ou non)	notification de l'impossibilité de prendre en charge une demande de transport	150 euros
Non-respect du règlement de fonctionnement de l'établissement	manquement au respect du fonctionnement de l'établissement	150 euros
Non-respect de l'obligation de discrétion professionnelle	Non-respect de l'obligation de discrétion professionnelle vis-à-vis de toute information qui lui parviendrait concernant les usagers transportés et/ou leurs familles. Le	250 euros

Pénalité	Fait générateur	Montant hors taxes
	prestataire réalise sa prestation hors de toute discrimination ou de tout jugement de personnes et dans le plus parfait engagement de discrétion et de respect des valeurs éthiques et déontologiques. Il répond ainsi de ses salariés et de ses sous-traitants comme de lui-même.	
Non-respect du devoir d'information	absence d'information du titulaire vers l'établissement de l'absence d'un chauffeur ou d'un incident	200 euros
transport de personne non autorisée	prise en charge d'une personne sans autorisation et commande de l'établissement	200 euros

Les pénalités sont déplaçonnées. Les pénalités sont appliquées de plein droit, sur simple constatation du manquement et sans mise en demeure préalable.

En cas de transport de personne non autorisée, un avertissement écrit sera au préalable adressée avant l'application de la précédente pénalité si aucune mesure corrective n'est apportée ou si les faits se réitèrent.

Le montant de la pénalité est déduit du règlement des factures en cours ou à venir.

7.2. LITIGES

■ Tribunal compétent

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire de Bobigny
173 avenue Paul Vaillant Couturier
BOBIGNY
93008 BOBIGNY

Téléphone : 0148951393
Courriel : tj1-bobigny@justice.fr
Télécopie : 0148951585

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

8. RÉALISATION DES PRESTATIONS

8.1. Lieu d'exécution

Pour chaque lot, les prestations doivent être exécutées, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

8.2. Conditions d'exécution des prestations

Pour chaque lot, la prestation doit être exécutée dans les conditions indiquées au CCTP.

8.3. Clauses techniques

Pour chaque lot, le titulaire réalise le service de transport dans les conditions indiquées au CCTP.

9. Constatation de l'exécution et garantie

9.1. Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS:

9.2. Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS.

9.3. Garantie

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1. Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

10.2. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

10.3. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Il garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers. Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée. Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

10.3.1. Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique ;

- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

10.4. Communications réglementaires

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

10.5. Confidentialité et sécurité

10.5.1. Obligation de confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, les documents, les études et les décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution et après l'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire et son personnel s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à un des tiers, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur s'engage dans ce sens également.

10.5.2. Règles Générales de Protection des Données

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, les titulaires s'engagent à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation (prestations telles que décrites dans le C.C.T.P) qui font l'objet du contrat.

2. Traiter les données conformément aux instructions documentées du pouvoir adjudicateur et des organismes bénéficiaires. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat : s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

6. Droits d'informations des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le pouvoir adjudicateur avant la collecte de données.

7. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des prestations prévues par le présent contrat.

8. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : e-mails ou fax.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le pouvoir adjudicateur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire communique, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et
- Les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le pouvoir adjudicateur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire s'engage à fournir une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

11. Désignation d'un Délégué à la Protection des données (DPO)

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen.

12. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement de « indiquer le nom de l'organisme » contractant pour
- Le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement.

13. Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

14. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données.

11. Résiliation du contrat

11.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

11.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11.3. Résiliation pour cause de vente

Le marché pourra être résilié sans indemnisation, en cas de vente des locaux, suppression de l'établissement (radiation au registre du commerce), moyennant un préavis de 3 mois, envoyé en lettre recommandée avec accusé de réception.

12. DEROGATIONS AU CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 9.3 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 7.1 du CCAP



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)